

CSPH

CAISSE DE STABILISATION DES PRIX DES HYDROCARBURES

**HPSF**

HYDROCARBONS PRICES STABILIZATION FUND

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**-- N° -- 11 /25/AONO/CSPH/CIPM DU 26 JUIN 2025 POUR LA
REALISATION DES PRESTATIONS DE SECURISATION DES BATIMENTS ET
EQUIPEMENTS DE LA CSPH.**

1. OBJET

Dans le cadre de la prévention des risques d'insécurité, et compte tenu de la nécessité constante de veiller à la protection des personnes et des biens, le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH), Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des prestations de sécurisation des bâtiments et équipements de l'immeuble siège CSPH, l'immeuble de rapport CSPH de Douala, des résidences du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de la CSPH.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les Prestations, objet du présent Appel d'Offres qui visent à assurer la protection des personnes et des biens consistent en la réalisation des prestations de sécurisation des bâtiments et équipements de l'immeuble siège CSPH, l'immeuble de rapport CSPH de Douala, des résidences du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de la CSPH portent sur :

- le gardiennage et la surveillance générale par des agents de sécurité, vingt-quatre heures sur vingt-quatre (24 h /24) tous les jours (les dimanches et jours fériés inclus) des locaux et des matériels de l'immeuble siège CSPH, de l'immeuble de rapport CSPH de Douala, des résidences du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de la CSPH.

Le service de gardiennage comprend :

N°	Sites	Nombre de vigiles		Total
		Garde du jour	Garde de nuit	
01	Immeuble siège de la CSPH (dont 1 chef d'équipe)	12	04	16
02	Immeuble de Rapport de la CSPH (dont 1 chef d'équipe)	04	03	07
03	Résidence du Directeur Général	01	01	02
04	Résidence du Directeur Général Adjoint	01	01	02
	TOTAL			27

- le contrôle d'accès permanent et l'exécution des patrouilles périodiques aux alentours et à l'intérieur des sites à sécuriser (contrôle d'accès du personnel et des visiteurs, tenue d'un registre d'enregistrement des visiteurs, sécurité des portails, etc.).

3. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation est ouverte aux entreprises de droit Camerounais dûment légalisées qui remplissent les conditions du présent appel d'offres.

4. DELAI PREVISIONNEL ET LIEU D'EXECUTION

Le délai de livraison est de six (06) mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Les prestations seront exécutées dans les villes de Yaoundé et Douala plus précisément : à l'immeuble siège de la CSPH, aux domiciles du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de la CSPH à Yaoundé, ainsi qu'à l'immeuble de rapport de la CSPH à Douala.

5. COÛT PREVISIONNEL ET FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront financées par le Budget d'investissement de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures, exercice 2025, pour un montant TTC de **trente-huit millions cinq cent-cinquante mille (38 550 000) Francs CFA**.

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de la CSPH de l'exercice 2025 à travers la ligne d'imputation : 658/16.

6. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce n°12 du DAO. Ledit cautionnement timbré devra **être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun (CDEC)** conformément à lettre-circulaire n° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

Le montant de la caution de soumission s'élève à **sept cent soixante-onze mille (771 000) FCFA** toutes taxes comprises (TTC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

7. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables auprès du Chef de Service des Marchés de la CSPH, à la porte 339 du bâtiment siège sis au Carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, dès publication du présent Avis.

8. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables auprès du Chef de Service des Marchés de la CSPH, à la porte 339 du bâtiment siège sis au Carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, dès publication du présent avis sur présentation d'une quittance de versement au compte spécial CAS-ARMP n° 335988-60-001.94, ouvert auprès de la Banque Internationale pour le Commerce, l'Epargne et le Crédit (BICEC), de la somme non remboursable de **cinquante-cinq mille (55 000) francs CFA**.

9. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et présentée en sept (07) exemplaires, dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés de la CSPH, porte 339 du bâtiment siège, sis au carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, au plus tard le 14 JUIL 2025 à 10 heures, heure locale. Elle pourra être acheminée par poste en recommandé avec accusé de réception, ou déposée contre récépissé et devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° - - 1 /25/AONO/CSPH/CIPM
DU 26 JUIN 2025 POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS DE
SECURISATION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DE LA CSPH. »
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

10. RECEVABILITE DES PLIS

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation

concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis s'effectuera en un (01) temps . Elle aura lieu dans la salle de réunion du 2^e étage de l'immeuble siège de la CSPH, sis au Carrefour Warda à Yaoundé, à la porte 223, le 14 JUIL 2025 à 11 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la CSPH, siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants **dûment mandatés** et ayant une parfaite connaissance des offres.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de **moins de trois (03) mois** à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. PRINCIPAUX CRITERES DE QUALIFICATION

A) CRITERES ELIMINATOIRES

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants :

- **A l'analyse des pièces administratives :**
 - a) la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
 - b) fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièce falsifiée ;
 - c) absence de la caution de soumission **timbrée** à l'ouverture des plis accompagnée du **récépissé CEDEC**.
- **A l'analyse de l'offre technique :**
 - a) dossier technique incomplet ou non conforme aux prescriptions du DAO ;
 - b) ne pas avoir obtenu au moins **75% des points** à l'issue de l'analyse technique ;
 - c) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
 - d) absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au

cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics ;

e) absence d'agrément délivré par l'autorité compétente.

- **A l'analyse de l'offre financière :**

a) offre financière incomplète ;

b) absence d'un prix unitaire quantifié.

B) CRITERES ESSENTIELS

Les critères essentiels relatifs à la qualification des candidats sont les suivants :

N°	CRITERES ESSENTIELS	DESCRIPTION DU CRITERE	EVALUATION EN POINTS
1	PRESENTATION DE L'OFFRE (04 POINTS)		
1.1	Présentation de l'offre (reliure en spirale, lisibilité, ordonnancement par rapport au DAO, intercalaires couleur) <i>NB : la non satisfaction de l'un de ces critères annule la rubrique</i>		
	Reliure en spirale		01
	Lisibilité		01
	Ordonnancement par rapport au DAO		01
	Intercalaires couleur		01
2	REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRE (15 POINTS)		
	Le soumissionnaire devra produire trois (03) contrats de prestations similaires de plus de 25 millions F CFA, au cours des dix (10) dernières années. Référence : copie de la première et dernière page du Marché, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marches ou tout document équivalent.		
2.1	Référence 1		05
2.2	Référence 2		05
2.3	Référence 3		05
3.	METHODOLOGIE, PLANNING ET ORGANISATION DES PRESTATIONS		
	Un descriptif de la méthodologie et de l'organisation du travail proposés pour la bonne exécution des opérations (05 POINTS) :		

3.1	composition et organisation de l'équipe proposée	02
3.2	description des tâches confiées à chaque membre de l'équipe proposée	02
3.3	organisation de la mobilité des agents	01
4.	QUALIFICATION ET COMPETENCE DU PERSONNEL PROPOSE POUR ACCOMPLIR LA MISSION (55 POINTS)	
4.1	○ 2 Chefs d'équipe : 2,5 points (pour chacun des deux Chefs d'équipe). Total = 5 POINTS ○ Certificat d'aptitude professionnelle ou équivalent	0.5 / Chef x 2 chefs = 1 point
	○ Casier judiciaire (attestant de la bonne moralité du concerné)	0.5 / Chef x 2 chefs = 1 point
	○ Certificat médical (certifiant l'aptitude physique)	0.5 / Chef x 2 chefs = 1 point
	○ CV daté et signé	0.5 / Chef x 2 chefs = 1 point
	○ Capacité de communication par émetteur-récepteur	0.5 / Chef x 2 chefs = 1 point
4.2	○ Personnel d'intervention (pour chacun des 25 agents) ○ Fiche de renseignements ○ CV daté et signé ○ Formation qualitative (aptitude physique) ○ Casier judiciaire	02 POINTS par agent donc 50 Points
5	AGREMENT DU SOUMISSIONNAIRE (05 POINTS)	
5.1	Production de l'agrément autorisant l'exercice de prestations sollicitées.	05
6	EQUIPEMENT MINIMUM NECESSAIRE DE TRAVAIL (06 POINTS)	
6.1	○ Uniforme de travail	01
6.2	○ Gaz lacrymogène	01
6.3	○ Carte d'identification professionnelle	01
6.4	○ Bâton de sécurité	01
6.5	○ Disponibilité d'un émetteur récepteur	01
6.6	○ Disponibilité des boucliers de protection	01
7	CAPACITE FINANCIERE (08 POINTS)	
7.1	Présence d'une attestation de solvabilité d'un montant supérieur ou égal à vingt millions (20 000 000) de francs CFA.	08

8	ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE (02 POINTS)	
8.1	Cahier des Spécifications Techniques Particulières (CSTP) paraphé sur toutes les pages, paraphé et signé à la dernière page	01
8.2	Cahier Des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé sur toutes les pages, paraphé et signé à la dernière page	01
TOTAL : avoir au moins soixante-quinze (75) points sur cent (100)		

13. ATTRIBUTION

Les offres seront ouvertes en un (01) temps et évaluées en trois (03) étapes (administrative, technique et financière).

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre financière est évaluée la moins-disante.

14. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

15. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande de renseignements complémentaires, concernant le présent Dossier d'Appel d'Offres, peut être adressée au Directeur Général de la CSPH, Maître d'Ouvrage, téléphone 222 50 30 00, au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

16. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 67320 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 26 JUIN 2025

LE MAITRE D'OUVRAGE,



Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat

Ampliations :

- ARMP (pour publication au JDM)
- Affichage
- Chrono/archives



**NATIONAL OPEN CALL TO TENDER-~~N°.~~ - - - 11 /25/AONO/CSPH/CIPM
OF ~~2 6 JUIN 2025~~ FOR THE PROVISION OF SECURITY SERVICES FOR THE
BUILDINGS AND EQUIPMENT OF THE HPSF**

1. SUBJECT

Within the framework of preventing the risks of insecurity and considering the permanent need to ensure the protection of persons and property, the Director General of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund (HPSF), Project Owner, hereby launches an Open National Call to Tender for the provision of security services for the buildings and equipment of the HPSF head office, the Douala Rental building, and the Residence of the Director General and the Deputy Director General of the HPSF.

2. NATURE OF SERVICES

The services, subject of this Call to Tender aimed at ensuring the protection of persons and property, include the provision of security services for the buildings and equipment of the HPSF head office building, the HPSF Douala rental building and the residence of the Director General and Deputy Director General of the HPSF, as follows:

- Round-the-clock (24/7) security and general surveillance by security guards, every day (including Sundays and public holidays) of the premises and equipment of the HPSF head office building, the Douala Rental building, and the residence of the Director General and the Deputy Director General of the HPSF.

These security services include:

No.	Site	Number of security guards		Total
		Day watch	Night watch	
01	HPSF head office	12	04	16
02	HPSF Rental building	04	03	07
03	Residence of the Director General	01	01	02
04	Residence of the Deputy Director General	01	01	02
	TOTAL			27

- Permanent access control and periodic patrols in and around the sites to be secured (access control for staff and visitors, keeping a visitor registration book, gate security, etc.).

3- PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation is open to legally registered Cameroonian companies that meet the specifications of this Call to Tender.

4. EXPECTED TIMEFRAME AND PLACE OF EXECUTION

The delivery deadline is six (06) months from the date of notification of the Service Order to commence service.

Delivery will be made to the rental building of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund (HPSF) in Douala.

5. ESTIMATED COST AND FINANCING

Services, subject of this Call to Tender, shall be financed by the Investment Budget of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund for the 2025 financial year, for the sum of **thirty-eight million five hundred and fifty thousand CFAF (38.550.000)**, all taxes included.

Services, subject of this Call to Tender, shall be financed by the budget of the HPSF for the 2025 financial year, through budget line: 658/16

6. BID BOND

Each bidder must include in their administrative file a bid bond, paid in cash, issued by a body or financial institution accredited by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, as listed in Exhibit No. 13 of the Tender Document. The stamped bond must **be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Fund of Cameroon (CDEC)** in accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 05 June 2024 relating to the modalities for the constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of bonds on public contracts.

The amount of the bid bond is **seven hundred and seventy-one thousand CFAF (771,000)**, all taxes included, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a category 1 financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds within the framework of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A submitted bid bond, which is unrelated to the consultation in question, is considered unavailable.

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

7. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENTS

The Tender Documents may be consulted during working hours from the HPSF Contracts Service Head, Room 339 of the head office building located at Carrefour Warda in Yaounde, telephone: 222 50 30 00, upon publication of this Notice.

8. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENTS

The Tender Documents can be obtained during working hours from the HPSF Contracts Service Head; Room 339 of the head office building located at Carrefour Warda in Yaounde, Telephone 222 50 30 00, following the publication of this Notice and upon the presentation of a payment

receipt of the non-refundable sum of **fifty-five thousand CFAF (55,000)**, into the special account CAS-ARMP No.3335988- 60-001.94 opened with BICEC Bank.

9. SUBMISSION OF BIDS

Each bid, drafted in English or French and presented in seven (07) copies, of which the original and six (06) copies labelled as such, must reach the HPSF Contracts Service, Room 339 of the head office building, located at Carrefour Warda in Yaounde, Telephone 222 50 30 00, no later than 14 JULI 2025 at 10.00 a.m. local time. Bids may be sent by registered mail with acknowledgement of receipt, or deposited against a receipt and shall be labelled as follows:

**“OPEN NATIONAL CALL TO TENDER NO. 2025-001-1 /25/AONO/CSPH/CIPM
OF 26 JUIN 2025 FOR THE PROVISION OF SECURITY SERVICES FOR THE
BUILDINGS AND EQUIPMENT OF THE HPSF”
“TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION”**

10. ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative file, the technical and financial bid, must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner will declare the following bids inadmissible:

- Envelopes bearing information on the identity of the bidders;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Bids that do not reference the name of the Tender Document;
- Bids that do not comply with the prescribed method of submission;
- Bids that do not comply with the number of copies specified in the General Regulations of the Call to Tender (GRIT), or bids in photocopies only.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution of the first-rate category approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in public contracts or failure to comply with the prescribed documents format for the Tender Documents will result in the outright rejection of the bid without room for appeal.

A bid bond presented but unrelated to the consultation in question is considered unavailable. A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

11. OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in one (01) session. They shall be opened in Meeting Room 223 on the 2nd floor of the HPSF Head Office building located at Carrefour Warda in Yaounde, on 14 JULI 2025 at 11 a.m. local time, by the Internal Tender Board of the HPSF, in the presence of bidders or their **duly mandated** representatives having perfect knowledge of the bids.

Only bidders may attend the opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorised, even in the case of a consortium.

Subject to rejection, the required administrative documents must be presented in originals or in copies certified by the issuing authority or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the General Regulations of the Call to Tender. The documents must be dated less than **three (03) months** from the date of the initial submission of bids or must have been established after the date of the signature of the Call to Tender.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after the period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

12. MAIN QUALIFICATION CRITERIA

A) ELIMINATION CRITERIA

The elimination criteria of this Call to Tender are as follows:

- **Analysis of Administrative Documents:**
 - d) Failure to present, within 48 hours of the bid opening, any required administrative document deemed non-compliant or lacking at the bid opening (except for the bid bond);
 - e) False declaration, fraudulent acts or forged documents;
 - f) Absence of the **stamped** bid bond at the opening of bids, accompanied by the **receipt from CEDEC**.
- **Analysis of the technical bid:**
 - f) Incomplete or non-conforming Technical File in line with the specifications of the Tender Document (TD);
 - g) Failure to obtain at least **75 % of the points** at the end of the technical analysis;
 - h) False declaration or forged document;
 - i) Absence in the technical bid of a sworn declaration by which the bidder not only certifies the non-abandonment of a Contract during the last three (03) years, but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established annually by the Ministry of Public Contracts;
 - j) Absence of authorisation issued by the competent authority.
- **Analysis of the Financial Bid:**
 - c) Incomplete financial bid;
 - d) Absence of a quantified unit price

b) ESSENTIAL CRITERIA

The essential criteria for the qualification of bidders are as follows:

No.	ESSENTIAL CRITERIA	DESCRIPTION OF CRITERION	EVALUATION IN POINTS
1	PRESENTATION OF THE BID (04 POINTS)		
1.1	Presentation of the bid (spiral binding, legibility, ordering according to the TD, coloured dividers) <i>NB: failure to meet any of these criteria will invalidate the entry</i>		
	Spiral binding		01
	Legibility		01
	Ordering according to the Tender Document		01
	Coloured dividers		01
2	REFERENCES OF THE BIDDER (POINTS 15)		
	The bidder shall present three (03) contracts for similar services of more than CFAF 25 million over the last ten (10) years. Reference: copy of the first and last pages of the Contract, acceptance report certifying the satisfactory performance of these contracts or any equivalent document.		
2.1	Reference 1		05
2.2	Reference 2		05
2.3	Reference 3		05
3.	METHODOLOGY, PLANNING AND ORGANISATION OF SERVICES		
	A description of the methodology and work organisation proposed for the proper execution of the assignment (05 POINTS):		
3.1	• Composition and organisation of the proposed team		02
3.2	• Description of the tasks assigned to each member of the proposed team		02
3.3	• Organisation of staff mobility		01
4.	QUALIFICATION AND COMPETENCE OF THE STAFF DESIGNATED TO CARRY OUT THE ASSIGNMENT (55 POINTS)		
4.1	○ 2 Team leaders: 2.5 points (for each of the two Team leaders). Total = 5 POINTS ○ Certificate of professional competence or equivalent		0.5 / Team leader x 2 Team leaders = 1 point

	○ Certificate of non-conviction (attesting to the good conduct of the person in question)	0.5 / Team leader x 2 Team leaders = 1 point
	○ Medical certificate (certifying physical fitness)	0.5 / Team leader x 2 Team leaders = 1 point
	○ Dated and signed CV	0.5 / Team leader x 2 Team leaders = 1 point
	○ Communication capacity by transceiver	0.5 / Team leader x 2 Team leaders = 1 point
4.2	○ Intervention staff (for each of the 25 agents) ○ Information sheet ○ Dated and signed CV ○ Relevant training (physical aptitude) ○ Certificate of non-conviction	02 POINTS per agent, totalling 50 Points
5	AUTHORISATION OF THE BIDDER (05 POINTS)	
5.1	Presentation of the licence authorising the provision of the services requested.	05
6	MINIMUM REQUIRED EQUIPMENT FOR THE SERVICES (06 POINTS)	
6.1	○ Work uniform	01
6.2	○ Tear gas	01
6.3	○ Professional identification card	01
6.4	○ Security baton	01
6.5	○ Availability of a transceiver	01
6.6	○ Availability of protective shields	01
7	FINANCIAL CAPACITY (08 POINTS)	
7.1	Presentation of a Credit-worthiness certificate of a minimum amount of twenty million CFA F (20,000,000).	08
8	ACCEPTANCE OF CONTRACT TERMS (02 POINTS)	
8.1	Special Technical Specifications booklet (STS) initialled on all pages, initialled and signed on the last page	01
8.2	Special Administrative Clauses booklet (SAC) initialled on all pages and signed on the last page	01
Total: Must have obtained at least seventy (75) out of (100) points		

13. CONTRACT AWARD

Bids will be opened in one (01) session and evaluated in three (03) stages (administrative, technical and financial).

The Project Owner will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose financial bid is evaluated as the lowest.

14. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall be bound by their bids for ninety (90) days with effect from the deadline of submission of bids.

15. FURTHER INFORMATION

Any request for further information on this Call to Tender may be addressed to the Director General of the HPSF, Project Owner, Telephone 222 50 30 00, no later than fourteen (14) days before the deadline for the submission of Bids.

16. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) by SMS or call on the numbers: (+237) 67320 57 25 and 699 37 07 48

Yaounde, 26 JUIN 2025

Copy:

PCRA (for publication in the PCJ)
Notice board
Archives

PROJECT OWNER



Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat